



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Jeudi 1er août 2013
Numéro 392

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*Egypte: le démantèlement
du sit-in des «Ikhwan» décidé*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*La «tradition» de la prorogation
s'étend pour la première fois à
l'armée. La crise politique se
présente aujourd'hui à Fayadiyé*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Démarches pour réconcilier Aoun
et Frangié*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*La rencontre Poutine-Bandar pour
accélérer Genève 2*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Jarba: Assad doit être jugé et le
Hezbollah tue les Syriens*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Le cadeau de l'armée pour le
1^{er} août: Kahwaji et Salmane
reconduits pour deux ans*

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

*Kahwaji commandant en chef pour
deux ans... dans l'attente du
vendredi des discours*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Le pouvoir égyptien opte pour
l'escalade dans sa confrontation
avec les «Ikhwan»*

L'événement

La maladie du vide épargne de justesse l'Armée libanaise

La maladie du vide, qui frappe les pouvoirs exécutif et législatif et qui paralyse l'administration, a frôlé l'institution militaire, dernier pilier de l'Etat, avant de s'en éloigner. Les mandats du commandant en chef, le général Jean Kahwaji, et du chef d'état-major, le général Walid Salman, ont finalement été prorogés de deux ans, permettant à la troupe de célébrer, ce 1^{er} août, son 68^{ème} anniversaire, loin de la peur de se retrouver sans commandement dans quelques semaines.

«En reconduisant dans ses fonctions le général Jean Kahwaji, écrit le quotidien As Safir, le pouvoir politique expie quelques-uns de ses nombreux péchés qui ont conduit à une crise nationale dont l'armée s'emploie à limiter les dégâts.»

L'hommage rendu à l'armée n'est pas exagéré, car elle est présente depuis des années sur tous les fronts, éteignant les incendies provoqués par la maladresse et l'irresponsabilité des hommes politiques. Des incendies qui, s'ils n'étaient pas circonscrits, auraient transformé le Liban tout entier en cendre. L'armée est, en effet, en train de combattre sur le plan intérieur, à Abra et Tripoli. Elle est confrontée à de nombreux défis découlant de la crise syrienne, et fait face, au Liban-Sud, à l'armée israélienne.

L'Armée relève tous ces défis avec des moyens bien modestes, à cause de l'embargo international imposé à son armement, afin de ne pas lui permettre de faire face aux Israéliens, d'autant que dans sa doctrine, Israël reste le principal ennemi du Liban. «L'armée n'a pas cédé aux pressions qu'elle subit depuis 2005 pour modifier sa doctrine, changer son positionnement stratégique, et l'amener à croiser le fer avec la Résistance», poursuit As Safir, qui souligne que par conséquent, «le Hezbollah ne pouvait qu'appuyer la prorogation pour Kahwaji». C'est dans ce contexte que l'armée a célébré son anniversaire à l'Ecole militaire de Fayadiyé. A cette occasion, le président de la République, Michel Sleiman, a prononcé un discours, réitérant son appel pour une stratégie de défense nationale. Il a par ailleurs appelé à l'arrêt des attaques contre l'armée. «Une nation sans sécurité n'est pas une nation. L'armée a besoin du soutien du peuple et de l'Etat. Il ne faut pas l'occuper à se défendre contre des attaques internes au lieu de défendre le pays».

Au niveau politique, M. Sleiman s'est prononcé pour l'organisation rapide des élections législatives et la formation d'un gouvernement. «Nous appelons à la formation rapide d'un gouvernement d'intérêt national. Un gouvernement qui serait cautionné par l'opinion publique et qui serait capable de faire face aux nombreux défis que le Liban doit relever, notamment le nombre croissant de réfugiés syriens», a-t-il souligné.

Après le discours du chef de l'Etat, différentes unités de l'armée, de la garde républicaine, des Forces de sécurité intérieure, de la Sûreté de l'Etat, de la Direction des douanes et de la Sûreté générale ont défilé devant la tribune. Cette cérémonie intervient au lendemain d'une attaque contre des soldats de l'armée à Majdel Anjar, lors d'une perquisition au domicile du dénommé Wissam Abdel Hafiz Khanjar, recherché par la justice. La patrouille a été attaquée sur le chemin du retour par des inconnus qui ont tué un militaire, Charbel Hatem, et en ont blessé un autre.

An Nahar

Radwan Akil, journaliste libanais proche de Nabih Berry

La prorogation du mandat du commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwaji, précédée par la prorogation du mandat du Parlement, ont une nouvelle fois braqué les projecteurs sur la relation instable entre le président de la Chambre, Nabih Berry, et le général Michel Aoun. Sachant que cette relation n'est pas sortie des constantes sur lesquelles repose le 8-Mars, bien que certaines de ses branches se soient brisées, ce que le Courant du futur n'arrive pas à croire jusqu'à présent.

La relation entre les deux hommes est passée par des moments difficiles et leur allié commun, le Hezbollah, a beaucoup enduré en essayant d'atténuer les conséquences de ces différends et de préserver un maximum de cohésion dans les rangs de l'alliance pour éviter qu'elle n'implose.

L'alliance est restée assez solide jusqu'aux élections de 2009, lorsque les candidats respectifs de Berry et de Aoun se sont affrontés à Jezzine, avant de passer par de nombreuses étapes où toute vision commune faisait défaut, comme par exemple la gestion du dossier du pétrole.

Parmi les différends qui ont affaibli cette alliance, la prorogation du mandat du Parlement, l'attitude envers les journalistes de l'Electricité du Liban, puis la prorogation du mandat de Kahwaji et du chef d'état-major, Walid Salmane, qui a visiblement été préparée dans «le laboratoire d'Aïn el-Tiné», après l'impossibilité de régler cette question au sein du gouvernement démissionnaire et de la Chambre.

C'est l'enchevêtrement des intérêts qui a provoqué la «secousse» au 8-Mars. Cette situation ressemble beaucoup à celle qui a eu lieu au sein du 14-Mars au sujet du projet de loi orthodoxe, qui a donné lieu à des échanges acerbes entre le Courant du futur et les Forces libanaises.

Les répliques de cette secousse au sein du 8-Mars ont affecté la relation entre le général Aoun et le chef du Courant des Maradas, le député Sleiman Frangié. Le rôle joué par le ministre Fayez Ghosn -proche de Frangié- pour trouver un montage permettant de proroger le mandat de Kahwaji, a provoqué la colère des aounistes.

Certains commencent à se poser des questions sur l'avenir de la relation entre le CPL et les Maradas lors des prochaines élections législatives. Si le conflit persiste, leur alliance sera-t-elle rompue dans le caza du Batroun, ce qui priverait le ministre Gebran Bassil d'un siège au Parlement.

Cependant, ceux qui tiennent à sauvegarder le 8-Mars vont intervenir pour colmater les brèches et replâtrer la relation entre ses différentes composantes, notamment entre Berry et Aoun. Il semble que la dernière rencontre entre le général de Rabié et le chef du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, ne soit pas parvenue à régler tous les problèmes, notamment la question de la prorogation de Kahwaji.

Mais la question qui se pose est celle de savoir si le parti sera capable de contenir les divergences et de préserver la «cohabitation politique» entre le CPL et le Mouvement Amal. Dans ce contexte, M. Berry déclare que l'alliance avec le général Aoun ne signifie pas que les deux parties ont des points de vue convergents sur toutes les questions. Toutefois, l'arabité du Liban, et le choix du soutien à l'armée et la résistance sont des principes inaliénables sur lesquelles les deux partis s'entendent parfaitement.

Al Akhbar

Pour l'ancien directeur de la Sûreté générale, le général Jamil Sayyed, ce sont les pressions exercées par les Nations unies et certains pays occidentaux sur l'ancien Premier ministre Saad Hariri et son camp, partant de leur souci de préserver la sécurité des forces de la Finul, qui ont conduit les députés du Courant du futur à se rétracter de la campagne acharnée qu'ils menaient contre l'Armée libanaise durant les dernières semaines, en signe de protestation contre le démantèlement du phénomène Ahmad al-Assir à Saïda. Il a par ailleurs estimé que la décision du report de la mise à la retraite du général Jean Kahwaji, en vue d'éviter le vide à la tête de l'armée, était nécessaire et acceptable d'un point de vue militaire, affirmant toutefois que cette décision doit être suivie de l'adoption d'une loi prévoyant la modification de l'âge de la mise à la retraite des officiers, le commandant en chef de l'armée compris, dans l'objectif de prémunir ce dernier contre les chantages politiques et pour que sa légitimité ne fasse pas l'objet de scepticisme.

ILS ONT DIT...

Jean Kahwaji, commandant en chef de l'Armée libanaise

«**Nous avons toujours respecté** l'héritage démocratique et œuvré à sa conservation, grâce au fonctionnement de chaque institution et non pas par le biais d'une quelconque paralysie ou vide quelle qu'en soit la cause. C'est la peur du vide institutionnel qui a déterminé plusieurs décisions auxquelles nous n'aurions pas été forcés de faire face si la vie politique avait suivi son cours normal et si les bras de fer ne dominaient pas les rapports entre les différents partis politiques. Cela devrait servir de leçon afin que les intérêts personnels et les conflits entre les dirigeants ne prévalent plus au détriment de nos valeurs constitutionnelles et de l'accord de Taëf. Je félicite tout soldat, qu'il soit posté à un barrage ou qu'il combatte avec la Finul afin d'assurer la sécurité du pays et de faire respecter les résolutions des Nations unies, dont la résolution 1701. Je salue la mémoire des martyrs morts en défendant le peuple libanais. L'armée a prouvé qu'elle est capable, unie, impartiale et légitime de par la confiance que lui octroient les Libanais.

Boutros Harb, député de Batroun (14-Mars)

«**Le processus de formation du Cabinet est semé d'embûches.** Le Premier ministre désigné croule toujours sous les conditions préalables que certains veulent lui imposer, mais qui s'opposent à ses principes et à son engagement à former un gouvernement puissant, capable de résoudre les problèmes du pays et des Libanais. Quatre mois après la désignation de M. Tammam Salam, la situation est de plus en plus difficile, surtout que les concertations n'ont mené à rien.

Assad «sûr de la victoire»

Le président Bachar el-Assad a déclaré dans un message adressé jeudi à l'occasion du 68^{ème} anniversaire de la fondation de l'armée arabe syrienne qu'il était certain de la victoire dans la guerre contre les agresseurs qui se poursuit depuis plus de deux ans dans son pays. «Je m'adresse à nos frères au sein des forces armées. Si en Syrie nous n'étions pas sûrs de la victoire, nous n'aurions pas la capacité de résister et nous n'aurions pas pu poursuivre la lutte contre les agresseurs depuis plus de deux ans», a déclaré le chef de l'Etat syrien, cité par l'agence nationale Sana. «Vous avez fait preuve d'un rare courage dans la lutte contre le terrorisme et ses conséquences, et vous avez aussi impressionné le monde par votre résistance, votre aptitude à surmonter les difficultés, et par vos succès impressionnants en faisant face à la plus féroce et la plus brutale des guerres de l'histoire moderne», a poursuivi M. Assad. «Ma foi en vous est grande et j'ai confiance en votre capacité à mener à bien la mission nationale qui vous est échue», a-t-il ajouté en s'adressant aux soldats.

Nouvelles sanctions du Congrès US contre l'Iran

Le Congrès américain a approuvé le projet de loi instaurant des sanctions supplémentaires à l'encontre de l'Iran en raison de la poursuite de son programme nucléaire, rapporte jeudi le correspondant de RIA Novosti à Washington. Le document prévoit notamment une réduction supplémentaire des exportations de pétrole en provenance de l'Iran de 1 million de barils par jour pendant un an. Le projet de loi a été adopté à une écrasante majorité de 400 voix contre 20. Il doit être encore examiné par le Sénat et promulgué par le président Barack Obama. Le vote a eu lieu à la veille de l'investiture du nouveau président iranien Hassan Rohani programmée pour dimanche 4 août.

Elnashra.com (Site libanais indépendant)

Abbas Daher, journaliste libanais indépendant

La visite du chef des services de renseignements saoudiens, Bandar Ben Sultan, en Russie, a attiré l'attention, surtout qu'elle est intervenue après une rupture de deux ans entre Moscou et Riyad, dans la foulée dudit printemps arabe. Les deux pays se sont affrontés diplomatiquement et sur le terrain autour de la Syrie, d'une manière indirecte, en soutenant leurs alliés respectifs. Il va de soi que la visite de Bandar à Moscou signifie que les Saoudiens sont disposés à négocier avec les Russes. La mission du prince saoudien se limite à la sécurité et le dossier syrien est une priorité pour les deux pays. En outre, le fait d'avoir annoncé la visite, les informations qui ont filtré sur la durée de l'entretien et les commentaires russes qui l'ont qualifié de positif, sont autant d'indices qui reflètent une volonté commune de renouer les relations.

La méfiance russe à l'égard de l'Arabie saoudite ne se limite pas à la Syrie, elle s'étend aux régions musulmanes du Caucase et au Sinaï. La Russie sait que Riyad joue un rôle dans la manipulation des groupes islamistes. Mais la Syrie reste une priorité pour les deux pays, et deux ans après le début de la crise, l'Arabie saoudite n'a pas gagné son pari. Malgré ce qui s'est passé en Egypte, les Saoudiens ont senti que l'Occident n'avait pas abandonné définitivement les Frères musulmans et que, par conséquent, le danger que constitue pour eux cette confrérie persiste. En Syrie, ils n'ont marqué aucun point, ni sur le plan militaire ni dans les domaines politique et diplomatique. Ils disposent d'informations faisant état du recul du soutien populaire aux rebelles. Cela est clairement apparu à Alep, où l'armée syrienne progresse en silence, tandis qu'à Homs et dans la campagne de Damas, elle multiplie les succès. Par ailleurs, tous les plans d'attaque contre la capitale ont échoué. Les visiteurs de Damas, aujourd'hui, réalisent que le danger a définitivement disparu. Le bruit des combats est plus lointain comparé aux mois précédents. Il y a ensuite les répercussions de l'affrontement entre les Kurdes et le Front al-Nosra dans le Nord, l'exigence de l'Occident de frapper les extrémistes et leurs craintes de les voir revenir dans les pays occidentaux. Pour toutes ces raisons, l'Arabie saoudite a compris qu'ils n'y aient aucun espoir de réaliser ses exigences, avancées pour son compte par l'opposition syrienne. Aussi, le compromis est meilleur aujourd'hui que demain. Et elle a compris, en outre, que le compromis n'aura lieu que si les Russes sont d'accord, car la priorité des Américains est la sécurité d'Israël et le succès des négociations israélo-palestiniennes. Bandar s'est donc empressé de demander à Moscou de négocier, surtout qu'il a senti chez les Allemands, les Français et les Britanniques, à l'issue d'une tournée européenne, une grande inquiétude à l'égard des islamistes. Il n'a pas réussi à les convaincre même sur des questions simples et a senti chez eux un changement fondamental et graduel. Voilà pourquoi le prince saoudien a décidé d'ouvrir une page nouvelle avec la Russie, tout en sachant à l'avance que Moscou ne fera aucune concession après la résistance et les victoires du régime.

Al Joumhouria

Johnny Mnayyar, journaliste libanais proche du 8-Mars

Le commandement de la Finul est profondément inquiet après la décision de l'Union européenne d'inscrire «le bras militaire» du Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes. En dépit des assurances fournies par le directeur de la Sûreté générale, Abbas Ibrahim, qui a déjeuné à la table du chef de la Finul, le général Paolo Sierra à Naqoura, les craintes subsistent pour deux raisons:

1-Selon certaines informations, le Hezbollah aurait décidé de suspendre toute coopération sécuritaire avec les Casques bleus, ce qui met la région à découvert sur le plan de la sécurité. En dépit de l'état d'alerte décrétée dans les rangs de la Finul, la force internationale sait que le Liban-Sud est une jungle sécuritaire, où sont actifs toutes sortes de groupes et de cellules terroristes. Dans ce contexte, Paris aurait informé son contingent déployé au Sud que des ordres seraient parvenus à des groupes extrémistes terroristes basés dans un camp palestinien de la région de lancer des attaques contre les Casques bleus, notamment les unités françaises et contre les Centres culturels français, et, en second lieu, contre les forces italiennes et d'autres contingents européens. Le but de ces agressions est de faire accuser le Hezbollah. Des informations sûres indiquent que la France aurait lancé une mise en garde à des pays arabes qui pourraient avoir une relation indirecte avec ces groupes, et a ordonné à ses troupes de faire preuve d'une plus grande vigilance et de renforcer leurs capacités d'écoute et de surveillance.

2-Des informations sont parvenues à des services sécuritaires libanais et européens sur l'intention d'organisations palestiniennes hostiles à la reprise des négociations avec Israël de tirer des roquettes contre l'Etat hébreu à partir du Liban-Sud. Ces informations ont été échangées entre l'Etat libanais et le commandement de la Finul. Des capitales occidentales ont également été prévenues.